

lors de l'établissement des réglementations, les prix des produits agricoles n'étaient pas au niveau de ceux des autres denrées.

La situation a changé depuis 1939. Il y avait alors des excédents, des problèmes de main-d'œuvre, et des bas prix. Les cultivateurs désiraient produire sur une grande échelle. Il s'agissait uniquement de faire connaître les besoins aux cultivateurs et de fixer leurs prix. Aussi, durant les dix années de 1939 à 1948, avons-nous exporté des vivres pour nourrir notre armée et nos alliés. Nous avons exporté plus d'un milliard de livres de fromage, un demi-milliard de livres de lait condensé, plus de 60 millions de livres de lait en poudre en plus de toute la ration de bacon, pour ainsi dire, des Anglais. En 1944 seulement, nous avons exporté près de 700 millions de livres de bacon.

Eussions-nous continué, après la guerre, d'exporter autant pour soulager la famine, de l'Europe et de l'Asie, la situation mondiale serait peut-être autre aujourd'hui. Les peuples affamés prêtent l'oreille à la propagande communiste.

Quelle est la situation de l'agriculture en 1951? A la seule exception du blé, nous n'avons aucun excédent de vivres. Il nous faudrait un travail de réorganisation considérable pour être en mesure de nourrir nos alliés comme en 1939. En une seule année, 1942, nous avons expédié en Grande-Bretagne 150 millions de livres de fromage. Il est douteux que nous puissions, l'année prochaine, en envoyer 35 millions de livres. Il n'y a pas de bras pour les fermes. Les producteurs laitiers ont besoin d'hommes qui soient un peu exercés. Il n'existe pas d'excédents de bétail, de porcs qui nous permettraient de constituer nos approvisionnement. Nos vaches étant très demandées sur les marchés d'exportation, le prix de la viande étant très élevé, nos troupeaux ont diminué. L'inflation a fermé l'accès des marchés à nos produits. Les producteurs de fromage et de lait ne peuvent vendre aux prix mondiaux tout en vivant et en achetant aux prix d'inflation qui ont cours au Canada. Je me rappelle une entrevue que le ministre de l'Agriculture (M. Gardiner) a accordé aux représentants de la *Presse canadienne* quand il est débarqué à Montréal, au retour de son dernier voyage en Angleterre. Le ministre a dit qu'il ne voyait comment la Grande-Bretagne pourrait offrir un prix assez élevé pour stimuler davantage la production. La Grande-Bretagne, a-t-il dit, voudrait acheter des produits canadiens mais elle ne veut pas payer les prix du marché intérieur du Canada et des États-Unis.

[M. Blair.]

Si il y avait une guerre, la production alimentaire du pays serait dans une situation déplorable, étant donné ce qu'on serait en droit d'attendre de nous, à titre de membres du Pacte de l'Atlantique. Si nous songeons à fournir autant d'aliments que durant la dernière guerre, il faudra, avant d'y arriver, une réorganisation intense. Il faudra deux ou trois ans avant que nous ayons les vaches requises pour fournir les laitages et assez de porcs à bacon. Nous avons donc à choisir entre deux solutions: allons-nous commencer dès maintenant, dans l'espoir d'assurer la production qui sera nécessaire dans deux ou trois ans, ou faudra-t-il, dans l'éventualité d'une guerre prochaine, instituer le rationnement et abaisser nos normes de vie à un moment où nous aurons à fournir notre effort maximum?

Aux termes du Pacte de l'Atlantique, je crois que nous serions appelés à fournir surtout des aliments. Dans toute guerre, ou dans tout préparatif de guerre, la production maximum de produits agricoles va de pair, en importance, avec les canons et les avions. En établissant nos plans de défense, n'allons pas négliger la grande industrie laitière. Faisons en sorte qu'elle demeure une grande industrie nationale fournissant de l'emploi et des vivres à notre propre population et à nos alliés.

M. W. F. Carroll (Inverness-Richmond): Je n'entends pas parler longuement des propositions budgétaires proprement dites. Tout le monde sait pourquoi il faut des impôts plus élevés. Ces sommes seront affectées à notre défense et serviront à maintenir la paix dans le monde. Ceux qui m'entendent à la Chambre et les gens d'un bout du pays à l'autre sont heureux. Je crois, des mesures que le Gouvernement a prises et continue d'appliquer en matière de défense ainsi que sur le plan économique.

En formulant leurs critiques, le député de Greenwood (M. Macdonnell) et les chefs des deux autres partis ont fait preuve d'un esprit de modération et de justice. Certains craignent que les sommes demandées soient excessives, que les impôts exigés produisent à la fin de l'année un excédent de 200 ou de 300 millions de dollars. Or il vaut mieux que le ministre des Finances (M. Abbott) envisage un excédent qu'un déficit. En cas d'imprévu, nous aurons l'argent nécessaire. Pour ma part, je suis convaincu que le ministre saura faire bon usage de l'excédent à supposer qu'il se produise.

Les honorables préopinants ont félicité le ministre du beau travail que représente le budget, et de son excellent exposé. Un des dirigeants,—le chef des créditistes, je crois,—